

### Sommet de Montebello : Des coûts de sécurité disproportionnés

Le Sommet de Montebello aura coûté 28 millions \$ aux contribuables canadiens. Rappelons que cette rencontre éclair, qui a duré un peu moins de 22 heures, réunissait le Premier ministre du Canada, Stephen Harper, le président américain, George W. Bush, ainsi que le président mexicain, Felipe Calderon. Cette rencontre visait à discuter du Partenariat pour la prospérité et la sécurité (PSP) en Amérique du Nord.

### Appuis de députés péquistes aux revendications anti-pauvreté.

Les députés péquistes de l'Abitibi-Témiscamingue, François Gendron, Johanne Morasse et Alexis Wawanoloath, au terme d'une rencontre avec des membres du Réseau vigilance, ont appuyé formellement certaines de leurs revendications. Ceux-ci ont notamment donné leur appui à la mise en place d'une protection publique pour que tous aient accès à un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation, soit 13 267\$ annuellement. Les trois députés se sont aussi dit d'accord à appuyer de façon ferme une éventuelle hausse du salaire minimum à 10,16 \$ de l'heure, tel que revendiqué par le Front de défense des non-syndiqués.

### Nouveau portrait statistique comparé homme-femme.

La ministre de la culture, des communications et de la condition féminine, Christine St-Pierre, a rendu disponible le document *D'égale à égal ? Un portrait statistique des femmes et des hommes*. Cet ouvrage s'inscrit dans la foulée de la nouvelle politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour en savoir plus au sujet du portrait, il est possible de consulter le document sur le site Web du Secrétariat à la condition féminine du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine à l'adresse : <http://www.scf.gouv.qc.ca/>

### Les municipalités décrivent l'appauvrissement en matière de logements.

Même si on enregistre une hausse de l'accession à la propriété, force est de constater chez les plus vulnérables qu'il demeure toujours difficile de trouver un logement abordable dans les grandes villes du Canada. Telles sont les principales conclusions se dégageant du quatrième rapport thématique dans la série des rapports

sur la qualité de vie de la FCM (Fédération canadienne des municipalités) intitulé « Logement abordable et itinérance : tendances et enjeux ». Ce rapport examine le logement et l'itinérance entre 2001 et 2006 dans les 22 grandes et moyennes municipalités et régions urbaines. Le rapport relève que le prix des logements ne cesse de croître plus vite que les revenus. À cela s'ajoute le phénomène de l'itinérance qui persiste dans toutes les villes canadiennes. Par ailleurs, la construction de nouveaux logements locatifs piétinait par rapport à son niveau historique. Moins de 9 % de toutes les unités de logement créées dans les plus grandes villes du Canada entre 2001 et 2006 étaient des logements locatifs.

### Le Fonds en fiducie pour le développement communautaire de Harper : insuffisant.

Le réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC), qui représente les organismes qui œuvrent dans le secteur du développement économique communautaire un peu partout à travers le Canada, a réagi à l'annonce du gouvernement Harper de mettre sur pied un fonds en fiducie pour le développement communautaire. Pour le RCDÉC, ce Fonds d'un milliard de dollars, ne fera pas long feu à moins qu'il ne soit géré localement. Le réseau croit également que les mesures annoncées ne tiennent pas en considération l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontées les communautés dont

l'économie est basée sur les ressources naturelles. Mentionnons que ce Fonds, qui a été annoncé il y a quelques jours, vise à aider les collectivités plus vulnérables sur le plan économique, à relever les défis liés aux changements encourus par le phénomène de la mondialisation. Bien que le RCDÉC accueille favorablement l'investissement fédéral dans les efforts communautaires de gestion des changements économiques, il souligne la nécessité de faire participer les dirigeants communautaires au processus de prise de décision quant à l'allocation des fonds. Il recommande au gouvernement de conjuguer l'expertise des organismes communautaires locaux à celle des entreprises qui sont déjà en train de travailler à la diversification économique des villes mono-industrielles à travers le Canada. Le Réseau canadien de DÉC estime également que le montant d'argent alloué n'est pas suffisant pour enrayer la



crise à laquelle sont confrontées de nombreuses communautés.

**Nouvel outil d'intervention en gestion financière personnelle disponible.**

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie (CIBES) a réalisé un nouvel outil de gestion financière personnelle. « À vos comptes... Prêts? Partez? », est un cahier de budget mensuel qui peut débuter à n'importe quel mois de l'année. Le cahier comprend un guide d'utilisation par étape qui vise à



Semaine précédant le 21 janvier 2008  
faciliter l'apprentissage, 12 mois de budget mensuels, des espaces pour compiler les dépenses quotidiennes, des renseignements utiles sur des thèmes entourant le crédit, une page pour faire le suivi des dettes ainsi qu'un rabat à la dernière page pour rassembler les comptes du mois à payer. Il est possible de se procurer ce cahier en communiquant avec CIBES Mauricie au (819) 378-7888 ou par courriel à [acef@infoteck.qc.ca](mailto:acef@infoteck.qc.ca).

*Sources : Société Radio-Canada; LCN; RDI; Cybersolidaire; Presse toi à gauche; Le Devoir, La Presse; Tour d'y voir; Réseau Vigilance; Coalition solidarité santé; Réseau Échec à la Guerre; TADAMON; L'Aut' Journal; Corus nouvelles.*

## **ACTIONS EN COURS OU À VENIR.**

**Olympiques 2010 de Vancouver : occasion pour les revendications territoriales autochtones**

Le jeudi 31 janvier, 18h30, à Montréal, deux activistes autochtones de la Côte Ouest feront une présentation multimédia contre les jeux olympiques de 2010 à Vancouver/Whistler. Selon les présentateurs, Kanahus Pellkey, du Native Youth Movement Warriors Society et Dustin Johnson, du Ts'mksiyen Nation, soutiennent que les jeux olympiques d'hiver 2010 se tiendront sur des terres autochtones qui n'ont pas été cédées à l'État canadien. Selon les résistants, le spectacle olympique attaque les peuples autochtones, les pauvres et la Terre. C'est donc dans l'esprit de la résistance au colonialisme que les deux jeunes activistes autochtones parcourent la région des Grands-lacs et de la Côte Est. Ils seront à Montréal au Centre d'amitié autochtone de Montréal 2001 Boulevard St-Laurent, Métro St-Laurent. Pour plus d'information : 514-848-7583 - [nooneisillegal@gmail.com](mailto:nooneisillegal@gmail.com) ou [www.no2010.com](http://www.no2010.com)

**Loi C-3 sur les certificats de sécurité : demandes d'opposition.**

La chambre des communes devrait tenir un vote final concernant le projet de Loi C-3, loi modifiant la loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, incluant le régime des certificats de sécurité. La Coalition Justice pour Adil Charkaoui invite les personnes ou organismes qui s'opposent au projet de loi à contacter leur député fédéral afin que celui-ci vous assure qu'il votera contre. À noter que les députés du Nouveau parti démocratique (NPD) ont déjà signifié son intention de voter contre ce projet de loi. La Coalition demande de tenter d'obtenir une déclaration publique écrite d'opposition au projet de loi C-3 de la part des députés et invite à transmettre les réponses obtenues à l'adresse : [justiceforadil@riseup.net](mailto:justiceforadil@riseup.net). Par ailleurs, la Coalition organise des journées nationales d'action contre les procès secrets, les déportations vers la torture et le système de justice à deux vitesses. Lors de ces journées, qui se tiendront les 25 et 26 janvier, vous êtes invités à organiser un événement public en guise d'opposition. Les organismes qui entendent tenir une activité dans le cadre de ces journées sont également invités à en informer la Coalition à l'adresse mentionnée précédemment. Finalement, le 31 janvier, une manifestation est organisée devant la Cour suprême à Ottawa.

**Audiences populaires pour le rapatriement des troupes canadiennes.**

À tous les organismes de la société civile québécoise préoccupés par la guerre en Afghanistan et par la militarisation de la politique étrangère du Canada. Quand : le samedi 9 février 2008 où à Montréal, au Centre St-Pierre, 1212 Panet Salle 100 (Marcel-Pepin) Participez aux audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan ! Participez aux audiences populaires. C'est en vue de contribuer à cet objectif que le Collectif Échec

à la guerre appelle les organismes de la société civile québécoise à participer à des audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. Ces audiences serviront à faire entendre la voix de la majorité de la population québécoise qui s'oppose à cette guerre et à critiquer tant le processus que les recommandations du Comité Manley, qui auront été rendues publiques une dizaine de jours plus tôt. Appels à la soumission de mémoires. Nous appelons tous les organismes de la société civile québécoise qui s'opposent à l'intervention militaire canadienne en Afghanistan à venir exprimer leurs opinions et leurs préoccupations, générales et spécifiques, sur cette guerre et tout ce qu'elle implique. Longueur du mémoire : de une à vingt pages Langue : français ou anglais Échéances le 9 février, pour la remise du mémoire écrit le 26 janvier, pour signifier votre engagement formel à venir présenter un mémoire

### **Appuyer la déclaration pour un budget encourageant le progrès social.**

Votre groupe est invité à signer la déclaration ou plate-forme. Un budget pour tout l'monde ! Une plate-forme budgétaire pour le progrès social du Québec ! Après consultations auprès de plusieurs groupes sociaux et communautaires, l'Assemblée générale du RFS-QCA a adopté une plate-forme faisant la synthèse de nos attentes pour un budget du Québec démocratique et responsable pour l'année 2008-2009. Bon an mal an, les gouvernements adoptent des budgets qui répondent rarement aux aspirations de la population, particulièrement celles des laissés-pour-compte. Il devient urgent que les fonds publics servent à assurer la satisfaction des besoins de toutes les personnes composant notre société. C'est une question de justice sociale. Nous souhaitons rallier les signatures-appuis de nombreux groupes et regroupements. Il suffit de nous aviser avant le 20 février 2008. Nous contactons surtout ceux des régions de Québec et Chaudière-Appalaches, mais nous sommes ouverts aux appuis de regroupements ailleurs au Québec. La plate-forme sera alors communiquée largement et aux député-es bien avant le dépôt du budget du gouvernement. Le Réseau du Forum social de Québec et Chaudière-Appalaches (RFS) rassemble une cinquantaine d'organisations impliquées dans des divers milieux : action communautaire, syndicalisme, écologie, femmes, défense des droits sociaux, éducation populaire, etc. Toutefois tous les groupes doivent nous communiquer leur appui (même les membres). Pour plus d'information, contacter [www.reseauforum.org](http://www.reseauforum.org)

### **La Journée de l'alphabétisation familiale approche**

Créée par ABC CANADA en 1999, la Journée de l'alphabétisation familiale (JAF) est une initiative nationale qui sert à promouvoir l'importance de la lecture et de l'apprentissage en famille. Tous les ans, le 27 janvier, les familles et les collectivités d'un bout à l'autre du Canada célèbrent cette journée spéciale à l'occasion d'événements sur le thème de l'alphabétisation coordonnés par des organismes se consacrant à l'alphabétisation, des écoles et des bibliothèques. La Journée de l'alphabétisation familiale est promue par le biais d'une campagne nationale de marketing, avec publicité dans les revues et les journaux, à la télévision, à la radio et sur Internet, ainsi que par des projets de relations publiques et grâce au soutien de sociétés comme Honda Canada, le premier commanditaire de la Journée de l'alphabétisation familiale. Information en tapant « Journée de l'alphabétisation familiale ».

### **Lutte contre les SLAPP: nécessité d'une implication communautaire**

Dans les prochaines semaines, le gouvernement réalisera une consultation sur les documents « rapport d'évaluation de la loi portant sur la réforme du code de procédure civile » et « les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique – les poursuites-bâillons (SLAPP) ». Le SLAPP, qui est l'acronyme de Strategic Lawsuit against Public Participation, fait référence, en français, aux poursuites stratégiques contre la mobilisation publique ou encore, à la poursuite-bâillon. Dans son document, le comité d'étude spécifie qu'il s'agit ici de « pratiques judiciaires d'une entreprise ou d'une institution recourant aux tribunaux en vue de neutraliser ou de censurer des individus, des groupes sociaux, ou des collectifs engagés dans la dénonciation publique de leur activité. Ces pratiques visent essentiellement à forcer des individus ou ces regroupements à limiter leur activité publique, ou encore, à censurer leurs déclarations en les impliquant dans des procédures juridiques coûteuses dont ils ne peuvent généralement pas assumer les frais. » Ces types de poursuites seraient une forme d'intimidation judiciaire. La date limite pour déposer une intervention est le 1er février 2008



Pour suivre quotidiennement l'actualité communautaire en profondeur, lisez le **Tour d'Y Voir**.  
 LE TDV, (819) 375-0484 Courriel: [tdv@tdv.qc.ca](mailto:tdv@tdv.qc.ca)  
 Site Internet: [Http://www.tdv.qc.ca](http://www.tdv.qc.ca)